



frères des hommes

Cultivons le Partage de notre Terre

Agrocarburants, solution d'avenir pour la planète ?



Dossier thématique trimestriel – décembre 2007

*dossier réalisé avec le soutien de la
Direction Générale de la Coopération au Développement
(DGCD)*



Dossier thématique :

Agrocarburants, solution d'avenir pour la planète ?

Présentés par certains comme la panacée pour guérir le monde de la crise énergétique, les agrocarburants constituent un danger pour la souveraineté alimentaire et...l'environnement lui-même ! Témoignages du Brésil et notamment du Mouvement des Sans Terre.

Table des matières :

- Les agrocarburants : réservoirs pleins et ventres vides ?	2
- Brésil : agrocarburants versus réforme agraire	9
- Les dangers du développement des agrocarburants au Brésil	14

Les agrocarburants : Réservoirs pleins et vides ?

Par Milena Merlino (Frères des Hommes Belgique)

Quels avantages présentent les biocarburants en comparaison avec les agrocarburants ? Aucun. Ces vocables différents se réfèrent exactement à la même chose et désignent un carburant alternatif produit à partir de matériaux organiques non-fossiles. C'est en février 2007 que le mouvement paysan Via Campesina a décidé de substituer le mot « biocarburant » par « agrocarburant », refusant en quelque sorte une terminologie empreinte de marketing et visant à appâter les consommateurs souhaitant « rouler plus vert ». Et les gouvernements et multinationales de s'engouffrer dans cette nouvelle voie, nous berçant de promesses quant aux avantages de cette alternative énergétique. Et si nous confrontions ces promesses à la réalité du terrain ?

Les agrocarburants constituent une réponse pertinente au problème de la pollution et du réchauffement climatique.

Faux. Afin de juger de la pertinence des agrocarburants en termes de lutte contre la pollution, il convient de prendre en considération l'ensemble du processus, depuis la production de végétaux (ou plutôt de « matériaux organiques renouvelables et non-fossiles ») entrant dans la composition des agrocarburants jusqu'au moment où l'automobiliste tourne la clé de contact de son véhicule. Différentes étapes posent en effet question en matière environnementale.

Et si l'on veut remonter au début du processus, il faut reconnaître que d'importantes questions surgissent même bien avant la culture proprement dite. Ainsi, nombreuses sont les firmes multinationales qui procèdent à un déboisement intensif de certaines régions de la planète dans la perspective de se lancer dans la production d'agrocarburants. Si l'on se penche sur le cas du Brésil, on constate que la culture de soja a déjà entraîné, à elle seule, la déforestation de 21 millions d'hectares. Comme chacun le sait, le déboisement a un impact environnemental négatif considérable et est extrêmement néfaste dans la mesure où il participe à une augmentation de l'effet de serre. En effet, selon la FAO, 25 à 30 % des gaz à effet de serre relâchés chaque année dans l'atmosphère - 1,6 milliard de tonnes - sont causés par la déforestation¹. Au Brésil, cette pratique génère 80% de la production de gaz à effet de serre. L'Indonésie et la Malaisie, elles aussi, ont vu des millions d'hectares de leurs

¹ Déforestation et réchauffement climatique, FAO, 4 septembre 2006

forêts tropicales partir en fumée pour être remplacées par des plantations de palmiers à huile très prisées notamment pour la production d'agrocarburants.

Par ailleurs, le schéma agricole impliqué dans la production d'agrocarburants est généralement celui de la monoculture (canne à sucre, maïs, palmier à huile, soja, etc), pratique qui a notamment pour conséquence d'accélérer l'érosion des sols. Aux Etats-Unis, par exemple, ce phénomène a augmenté ces dernières années en raison du nombre croissant d'agriculteurs se tournant vers la culture exclusive du maïs ou du soja. En outre, les systèmes d'irrigation utilisés dans le cadre de cultures intensives sont extrêmement voraces en eau². Ainsi, la production d'un seul litre d'éthanol nécessite de 3 à 5 litres d'eau d'irrigation et produit elle-même jusqu'à 13 litres d'eau usée³. De plus, ce modèle agricole utilise le recours massif à des engrais qui contribuent à une pollution importante des sols.

Autre étape problématique, la distillation de l'éthanol en elle-même pose également question. Elle nécessite en effet à nouveau l'utilisation de gaz ou de charbon, générant aussi des émissions de CO².

Enfin, des doutes subsistent quant à la diminution de pollution promise avec les agrocarburants : ainsi, Mark Z. Jacobson, spécialiste en chimie atmosphérique à l'Université de Stanford en Californie, affirme que ceux-ci auraient un impact négatif sur la qualité de l'air, présentant un risque pour la santé au moins aussi important que les carburants traditionnels. Il avance l'exemple du Brésil où la diffusion de l'éthanol depuis le fameux programme Pro-Alcool des années '70⁴ a entraîné une baisse de certains polluants dans l'atmosphère, mais a généré par contre une augmentation d'autres composés organiques volatils nocifs⁵.

Les agrocarburants sont une alternative rentable sur le plan énergétique

Faux. Sachant que le schéma privilégié pour la production d'agrocarburants est celui de l'agriculture intensive, certains paramètres doivent également être considérés dans l'analyse de la rentabilité énergétique. Ainsi, il est important de souligner que la production d'engrais utilisés massivement dans le cadre d'un tel modèle agricole requiert elle-même un apport considérable d'énergie fournie par des combustibles fossiles, dont le gaz naturel. Celui-ci sera, par ailleurs,

² Le secteur agricole est grand consommateur d'eau. « Certains pays effectuent une exploitation intense de leurs ressources <d'eau> : 46 % du volume total en Belgique, 32 % en Italie, 23 % en Espagne, 22 % en Allemagne », Le Monde, « Sécheresse : l'irrigation intensive mise en cause », 9 août 2005.

³ Les cinq mythes de la transition vers les agrocarburants, Eric Holtz-Giménez, 2 août 2007

⁴ Ce programme a été créé dans les années 70 par le gouvernement brésilien dans le but de développer les distilleries produisant de l'alcool comme combustible

⁵ <http://www.stanford.edu/group/efmh/jacobson/> et www.notre-planete.info, « l'éthanol serait plus polluant que l'essence », 23 avril 2007

également nécessaire dans une phase ultérieure du processus, au moment où devront être traitées les eaux usées découlant de la production d'éthanol.

Selon D. Pimentel et T. Patzek, de l'Université de Cornell et de Berkeley, il n'y a aucun avantage énergétique à tirer de la production d'agrocarburants. Ces chercheurs considèrent que le processus complet de fabrication d'éthanol (à partir du maïs) nécessite 29% d'énergie de plus que celle que peut procurer l'éthanol en tant que carburant, et celle du bois 57% de plus⁶. Ils mettent en avant des soldes négatifs également pour le soja et le tournesol.

Et quand on sait que 10.6 millions de litres d'éthanol ne produisent que 2% du carburant nécessaire chaque année pour les véhicules de la population nord-américaine⁷, on peut s'interroger sur les avantages de cette voie décrite par de nombreux gouvernements comme « la » réponse à la question énergétique du 21^{ème} siècle.

Les agrocarburants sont une aubaine pour les paysans du tiers monde car ils leur permettront d'accroître leurs revenus.

Faux. Dans diverses régions du globe, la pression foncière des multinationales sur certains territoires en vue de développer la production d'agrocarburants est telle que l'exode rural est la seule issue pour les petits paysans qui abandonnent alors leur terre, incapables de résister à la concurrence de l'agrobusiness. Ce phénomène inquiète fortement les mouvements paysans revendiquant une réforme agraire et luttant contre l'augmentation de la concentration des terres. C'est le cas du Brésil, par exemple, où le MST⁸ mène campagne contre les agrocarburants. Cet exode rural est souvent assorti d'épisodes violents où les petits agriculteurs subissent des menaces claires afin de laisser le champ libre aux multinationales. Ainsi, dans de nombreux pays, comme en Colombie par exemple, de multiples exactions contre ces populations sont recensées par les organisations de défense des droits de l'homme⁹. Ces dernières pointent en particulier du doigt les paramilitaires qui exercent des pressions considérables sur les populations paysannes de certaines régions dans la perspective d'y développer des cultures de palmiers à huile, pouvant être utilisées dans le cadre de la production d'agrocombustibles¹⁰. Dans d'autres cas, certains paysans qui ont

⁶ Ethanol production using corn, switchgrass, and wood; biodiesel production using soybean and sunflower, Pimentel et Patzek, Natural Resources Research, Mars 2005

⁷ « La tragedia social y ecologica de la producción de biocombustibles agrícolas en las Américas » Elizabeth Bravo et Miguel A. Altieri, Argenpress, 29 avril 2007

⁸ Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre

⁹ Voir « Le flux de l'huile de palme Colombie-Belgique/Europe – Approche sous l'angle des droits humains », Fidel Mingorance, novembre 2006

¹⁰ La Colombie est le 5^{ème} producteur mondial d'huile de palme

accepté de travailler pour ces multinationales sont confrontés à des pratiques esclavagistes également épinglées par les organisations de défense de droits de l'homme (interminables journées de travail, interdiction de syndicats, etc)¹¹.

Outre la question des conditions de travail, il convient de rappeler que l'agriculture familiale est davantage pourvoyeuse d'emplois que les grandes plantations aux mains des multinationales. En effet, elle offre 35 emplois là où les plantations de palmiers à huile et de canne à sucre en proposent 10 et le soya $\frac{1}{2}$!¹².

Néanmoins, pour les paysans de l'autre côté du globe, la pression est considérable. Les pays du Nord ne disposant pas de surfaces cultivables suffisantes pour répondre à leurs besoins en approvisionnement de carburants, ils se tournent vers le Sud pour combler ce manque. Les pays de l'OCDE¹³ à eux seuls consomment environ 56% de l'énergie de la planète¹⁴ et le souci de trouver de nouvelles alternatives en la matière va croissant. Les agrocarburants constituent-ils la clé qui ouvrira la porte d'une nouvelle ère de colonialisme ?

Les agrocarburants mettent en péril la souveraineté alimentaire des pays du Sud.

Vrai. Diminution du nombre de terres vouées aux cultures vivrières, menace pour l'agriculture familiale, appauvrissement des sols en raison des pratiques de cultures intensives...Autant d'arguments qui nous amènent à conclure que souveraineté alimentaire et agrocarburants ne font pas bon ménage, voire se trouvent littéralement en concurrence.

800 millions de personnes de par le monde souffrent de la faim. Ces inacceptables statistiques devront-elles être révisées à la hausse dans les années à venir ? Les prévisions brandies par certaines études sont pour le moins inquiétantes. L'envolée actuelle des prix des produits agricoles est en partie liée à l'utilisation croissante de terres pour le bénéfice des usines d'éthanol. Cette situation est encore plus critique dans certains pays du Sud où la colère des populations a déjà tourné à l'émeute, comme ce fut le cas au Mexique à la suite de l'augmentation exorbitante du prix de la tortilla (400% !)¹⁵. Si la hausse de prix est momentanément moins importante sur le continent européen, notre

¹¹ Voir « Le flux de l'huile de palme Colombie-Belgique/Europe – Approche sous l'angle des droits humains », Fidel Mingorance, novembre 2006

¹² « Les cinq mythes de la transition vers les agrocarburants », Eirc Holtz-Giménez, 2 août 2007

¹³ Organisation de Coopération et de Développement Economiques

¹⁴ « La tragedia social y ecologica de la produccion de biocombustibles agricolas en las Americas », Elizabeth Bravo et Miguel A. Altieri, Argenpress, 29 avril 2007

¹⁵ Galette de maïs qui constitue l'un des aliments de base des Mexicains

pouvoir d'achat risque toutefois d'être davantage touché dans le futur en raison de l'augmentation de la demande faisant pression sur les marchés céréaliers. Mais jusqu'où cela ira-t-il ?

Selon les estimations de l'IFPRI¹⁶, les prix des aliments de base vont augmenter de 20 à 30% en 2010 et de 26 à 135% en 2020. Face à cela, un constat inquiétant : chaque fois que les prix réels des aliments de base subissent une augmentation d'1%, ce sont 16 millions de personnes de plus qui sont menacés par la faim, ce qui signifie que d'ici 2025, 1.2 milliards d'êtres humains pourraient être touchés par la famine¹⁷.

Les agrocarburants renforcent les multinationales et les monopoles.

Vrai. Nombreuses sont les multinationales qui dressent l'oreille lorsque l'on parle « agrocarburant ». Ainsi, on assiste à une multiplication d'alliances parfois même très hétéroclites, telles que celles qui ont été scellées, par exemple, entre les secteurs agroalimentaire et pétrochimique. Ainsi, Conoco Phillips a annoncé sur son site internet¹⁸ son alliance avec Tyson Foods dans le but de produire de l'agrodiesel à partir de graisses animales. Les multinationales impliquées dans le développement des OGM sont, elles aussi, particulièrement alléchées par la perspective de nouvelles rentrées financières : plusieurs s'investissent dans la recherche et le développement de l'éthanol ainsi que la main-mise et le contrôle sur les semences. C'est le cas, par exemple, pour Monsanto¹⁹. Au Brésil, certaines de ces multinationales empochent déjà de plantureux bénéfices grâce à l'augmentation des surfaces destinées à la culture du soja et se frottent les mains à l'idée des nouveaux gains que permettront les orientations prises par le gouvernement brésilien, notamment par le biais des accords passés avec les Etats-Unis pour développer la production d'éthanol, ces derniers étant déjà les plus grands importateurs d'éthanol brésilien. Cette dynamique n'est pas sans inquiéter le MST qui, aux côtés des paysans, assiste à une concentration plus importante des terres entre les mains des multinationales.

Les agrocarburants ont le vent en poupe.

Vrai. Portés par les inquiétudes relatives à la hausse des prix pétroliers, la dépendance énergétique et le réchauffement climatique, les agrocarburants ont la cote et tout le monde en parle. Signe de l'intérêt des pays riches pour la

¹⁶ International Food Policy Research Institute, Washington

¹⁷ C. Ford Runge et Benjamin Senauer, Foreign Affairs, 24 avril 2007

¹⁸ www.conocophillips.com

¹⁹ « Corporaciones, agrocombustibles y transgénicos », Silvia Ribeiro, Alai Amlatina, 14 juillet 2007

question, le sujet s'est même retrouvé sur la table des participants au forum économique mondial de Davos en janvier 2007. Par une directive de 2003, l'Union européenne a exprimé l'objectif de couvrir 5.75% des besoins en carburants routiers par des agrocarburants d'ici 2010. 15 milliards de dollars ont déjà été accordés aux pays riches sous forme de subventions pour les agrocarburants²⁰, sans compter les lois promulguées en faveur de la production de ceux-ci. Dans certains pays comme la Colombie, l'attrait de ces incitants fiscaux pousse littéralement au crime et au délit certains paramilitaires qui s'approprient illégalement les terres des paysans. Selon le plan national d'agroénergie lancé par le Brésil en 2006, 200 millions d'hectares seront consacrés à la production agricole orientée vers ce type de combustibles.

Si les multinationales trouvent un intérêt financier à surfer sur cette nouvelle vague des agrocarburants, celle-ci, pourrait bien nous rattraper à la manière d'un tsunami et contribuer véritablement à la dévastation et l'épuisement de ressources naturelles de notre planète, tout en mettant en péril la souveraineté alimentaire des peuples. Face à la recherche désespérée de nouvelles alternatives énergétiques, la vigilance est donc de mise si les êtres humains ne veulent pas être confrontés à un aberrant dilemme et avoir à choisir un jour entre « faire le plein » ou « manger à sa faim ». Les famines et la sous-alimentation, le réchauffement climatique et la problématique environnementale ne doivent-ils pas au contraire nous amener à remettre en question les ingrédients d'une croissance économique qui nous ont incités à dilapider les ressources de notre planète et à en faire un partage inéquitable ? A travers ce gaspillage et ces multiples problèmes, c'est tout un schéma de production qui fait question : monoculture, concentration des terres et des richesses entre les mains de multinationales ou grandes entreprises à la recherche d'une maximisation des profits, modèle industriel et énergétique essentiellement basé sur les combustibles fossiles... Mais en tant que consommateurs, nous devons également nous interroger. Ainsi, notre bonheur est-il véritablement lié à une consommation effrénée comme nous le font croire publicité et marketing ? En d'autres termes, ne pouvons-nous pas envisager un bonheur plus simple, mais exigeant de nous un changement radical de nos habitudes qui passerait entre autres par deux concepts différents : consommer moins et produire autrement ?

²⁰ « Haro sur les agrocarburants ? », Miguël Menning, Défis Sud, juillet – août 2007

Brésil : agrocarburants versus réforme agraire

Par Milena Merlino (Frères des Hommes Belgique)

Depuis près de 30 ans, le Mouvement des paysans Sans Terre (MST) au Brésil mène une lutte acharnée contre une injustice fondamentale que traduisent laconiquement ces statistiques : 1% des propriétaires ruraux disposent de 46% des terres. Ces chiffres sont en corrélation directe avec la pauvreté endémique qui frappe 29% de la population de ce pays. La réforme agraire constitue, aux yeux du MST, un passage obligé pour venir à bout du fléau de la faim menaçant quotidiennement 52 millions de personnes. Mais le combat que mène ce mouvement paysan s'annonce plus ardu dans les mois et les années à venir. En effet, la fièvre des agrocarburants qui s'empare des gouvernements, dont celui de Lula, n'est pas sans avoir des répercussions inquiétantes sur la concentration des terres et la souveraineté alimentaire au Brésil, tout comme dans d'autres Etats. Le MST tire la sonnette d'alarme...

« Pour nous, c'est clair, affirme José Cláudio da Silva, responsable du secteur Environnement du MST. Avec les agrocarburants, nous nous trouvons face à un véritable processus de recolonisation ». Les pays industrialisés ne disposant pas des surfaces agricoles suffisantes, ils se tournent vers Sud, et entre autres le Brésil, pour développer des monocultures de maïs, soja, canne à sucre qui permettront la production de ces combustibles alternatifs.

Il est vrai que le Brésil fait figure de pionnier en la matière. Les premières recherches relatives à la production d'éthanol²¹ datent de 1925 dans ce pays. Elles ont débouché concrètement dans les années '70 sur le programme ProAlcool lancé dans le sillage du premier choc pétrolier. L'objectif était, bien entendu, de limiter les importations de pétrole en développant la production d'éthanol comme additif à l'essence. Des distilleries ont donc été annexées aux usines de sucre à cette fin et de plus en plus, ce carburant alternatif a eu le vent en poupe, porté par le deuxième choc pétrolier, les incitants fiscaux et plus récemment les préoccupations énergétiques que l'on sait.

L'engouement est loin de prendre fin puisque le Brésil, qui dispose actuellement de 336 distilleries de ce type, prévoit d'en mettre sur pied 73 de plus d'ici 2012, ce qui portera leur nombre total à 409. Poussée par l'accord de coopération signé en mars 2007 par Lula et G.W.Bush, la vague des « biocarburants » propulse le

²¹ L'éthanol (ou bioéthanol) peut être produit à partir de plantes sucrières comme la canne à sucre, la betterave ou des céréales telles que le maïs et le blé ou encore des déchets végétaux (sciure de bois,...).

Brésil au rang de chef de file mondial en terme de production d'éthanol. Et l'agrobusiness de se frotter les mains face à la perspective de nouveaux bénéfiques plantureux...Un bel enthousiasme qu'est loin de partager le MST qui lorgne avec inquiétude sur les conséquences environnementales et humaines d'une telle orientation.

Biocarburants ou agrocarburants ?

« *Avant tout, cessons de parler de 'biocarburants', insiste Cláudio. Même si ce combustible est d'origine végétale, cette appellation ne se justifie en rien. Sans quoi, ajoute-t-il en souriant, on pourrait tout aussi bien parler de 'biomargarine' ou que sais-je... Quel sens cela a-t-il, sinon pour le monde du marketing qui tente, derrière ce terme, de jouer sur la corde sensible des préoccupations environnementales pour promouvoir un nouveau combustible ?* ». La première raison est manifestement économique à l'heure où nombre de pays industrialisés, tels que les Etats-Unis, souhaitent limiter leur dépendance au pétrole. Il serait effectivement étonnant d'imaginer qu'un pays qui a refusé de ratifier le traité de Kyoto se prévale soudain de la lutte contre le réchauffement climatique par le biais de combustibles « verts ».

Et l'environnement, alors ?

Mais, les agrocarburants représentent-ils vraiment une alternative intéressante en termes de préservation de l'environnement ? Le MST pointe des problèmes apparaissant à diverses étapes du processus de production. Ainsi, chaque litre d'éthanol produit génère 12 à 13 litres de vinasse²², une substance pouvant être utilisée comme engrais, mais hautement polluante pour les nappes phréatiques et les cours d'eau. Toutefois, indépendamment de ce fait, c'est véritablement le modèle de production qui est critiqué par le mouvement paysan brésilien. Quel que soit le type d'agrocarburant évoqué (éthanol ou agrodiesel²³), il est généralement issu de la monoculture, schéma de production extrêmement vorace en engrais qui, outre le fait qu'ils sont polluants, sont eux-mêmes fabriqués à partir de combustibles fossiles. De plus, la monoculture est pratiquée par de grandes entreprises agricoles qui visent avant tout la maximisation de leurs propres bénéfices par l'exportation, sans se préoccuper de la biodiversité que préserve au contraire une agriculture familiale diversifiée et davantage pourvoyeuse d'emplois.

²² Résidu de la distillation de l'éthanol de canne à sucre

²³ Nous opterons pour le terme « agrodiesel » en lieu et place de « biodiesel », produit quant à lui à partir de plantes oléagineuses telles que le soja et le colza

En dépit de ces questionnements importants, le gouvernement brésilien est pourtant bien décidé à maintenir le cap. Avec 17 milliards de litres d'éthanol produits en 2006, le Brésil se profile comme le numéro un mondial en la matière. Mais pour en arriver là, 425 millions de tonnes de canne à sucre ont été nécessaires, cultures qui ont occupé un territoire équivalent à celui du Bénélux et du Royaume Uni. *« Et à présent, le gouvernement brésilien veut multiplier cette superficie par 5, s'exclame Cláudio. Imaginez le désastre écologique et la pollution lorsque l'on sait qu'à l'heure actuelle déjà, la flotte agricole brésilienne est, à elle seule, responsable de 40% des émissions de CO² dans l'atmosphère ! ».*

Souveraineté alimentaire et réforme agraire

Et en tant que porte-drapeau de la réforme agraire et des droits des petits paysans, le MST avance d'autres arguments. *« Nous pensons, explique Cláudio, que la pression des agrocarburants aggravera les problèmes sociaux du Brésil. En effet, les terres qui auraient pu être disponibles pour la réforme agraire risquent maintenant de passer aux mains de multinationales. Dans certaines régions, la seule possibilité d'emploi des paysans sera donc de se faire engager dans ces cultures de canne à sucre et parfois, dans des conditions de travail extrêmement pénibles, frisant l'esclavagisme. Pour gagner 160 euros par mois, ces travailleurs doivent couper entre 10 et 15 tonnes de canne par jour, encourant des risques tels que des mutilations ou un épuisement total au vu de l'effort exigé, voire la mort pour certains ».* De plus, moins de paysans seront donc affectés aux cultures vivrières et parallèlement, la quantité de terres qui pourraient être destinées à celles-ci diminuera, mettant en péril la souveraineté alimentaire d'un pays déjà touché par la faim. Conséquence inévitable, les prix des denrées alimentaires risquent de flamber, ce qui compliquera grandement l'accès à ces produits pour les populations pauvres.

De préoccupante, la situation risque même de tourner à l'absurde. En effet, l'agrodiesel, pour être utilisé, est actuellement additionné au diesel fossile. Le Brésil veut que la proportion de cet additif passe à 20% dans les carburateurs d'ici 2012. *« Mais si tous les pays qui consomment aujourd'hui du diesel envisageaient de faire de même, il faudrait pratiquement disposer d'une autre planète pour produire les cultures nécessaires !, ponctue Cláudio. Nous manquerons donc rapidement d'espace et ce commerce n'est donc pas rationnel ».*

Le mouvement redoute également les complications judiciaires dans le cadre de la réforme agraire. Pourquoi ? La loi brésilienne établit que la propriété de terres n'est pas absolue, mais conditionnée. Toute terre doit remplir une fonction sociale et les limitations au droit de propriété sont de trois ordres : les

terres doivent être productives, les droits des travailleurs doivent y être respectés, de même que l'environnement. Dans le cas où ces conditions ne sont pas réunies, les terres peuvent être expropriées et l'Etat a alors le devoir de les destiner à la réforme agraire. Mais dans le cas des agrocarburants, les paysans, pour faire valoir leur droit à une terre, se trouveront de plus en plus souvent face à des multinationales et non, comme par le passé, à un grand propriétaire terrien qui délaissait fréquemment une partie de ses terres car étant dans l'impossibilité de cultiver d'énormes étendues. *« Il est plus difficile de se battre contre des multinationales qui constitue un 'ennemi moins visible' en quelque sorte, commente Cláudio. De plus, l'agrobusiness a les moyens de cultiver des étendues plus importantes, et cela rend donc l'expropriation plus difficile ».*

Une campagne qui s'annonce ardue...

Fort de ces arguments, le MST mène donc campagne contre les agrocarburants, entreprise qui est loin d'être aisée dans un pays où les moyens de communication répondent aux intérêts de l'oligarchie. Le mouvement organise donc la mobilisation au travers de rencontres nationales, de la sensibilisation des petits agriculteurs et diffuse l'information au travers des ses propres publications ou de la presse alternative. *« L'année 2008 marquera une étape importante pour notre pays puisque se tiendront les élections municipales qui ont une influence directe sur les élections fédérales, explique Cláudio. Dans les mois à venir, le MST prévoit donc de multiplier les débats sur ce thème, d'approcher les candidats et d'étudier leurs propositions ».*

Entendons-nous bien : le MST n'est pas radicalement opposé au combustible vert. Il préconise toutefois que l'éthanol et le diesel vert soient produits sous le contrôle des travailleurs paysans dans le cadre du schéma de la polyculture. En aucun cas, ils ne doivent constituer une menace pour la souveraineté alimentaire. *« Bien entendu, la question énergétique est importante, conclut Cláudio. Nous devons trouver des alternatives à l'heure où les combustibles fossiles se raréfient. Mais il est essentiel aussi que nous repensions nos modes de consommation : pourquoi ne pourrions-nous pas opter davantage pour les transports publics, exploiter davantage les voies fluviales là où c'est possible ? ».* Enfin, le MST défend l'idée d'un modèle énergétique décentralisé, adapté aux besoins, caractéristiques et potentialités locales et régionales et propose que la production et la gestion de l'énergie se fassent via de petites usines appartenant à des coopératives ou communautés, toujours sous le contrôle de paysans et travailleurs.

Encore une fois, le Mouvement des Sans Terre aura à mener un rude combat contre les intérêts financiers et les multinationales dont l'appétit est aiguisé par la manne que promettent les agrocarburants. Mais ne nous y trompons pas : cette bataille n'est pas que celle du MST ou des petits paysans brésiliens. Plus que jamais, c'est l'interdépendance Nord/Sud qui transparait au travers de cette problématique et cela doit nous interpeller tous.

Les dangers du développement des agrocarburants au Brésil

Par Cécile Godfroy (Frères des Hommes Luxembourg)

Le Brésil est le quatrième pays du monde qui émet le plus de gaz carbonique dans l'atmosphère. Ceci est principalement dû à la destruction de la forêt amazonienne qui représente 80% des émissions de carbone du pays. Or, l'expansion de monocultures (canne à sucre, soja, maïs, palmier à huile notamment) pour la production d'agroénergie tend à approfondir ce problème en exerçant une pression toujours plus forte sur la frontière agricole de l'Amazonie et du cerrado brésilien²⁴. En outre, le Brésil étant pratiquement autosuffisant dans la production d'énergie, l'accroissement de la production d'agrocarburants a pour objectif central de répondre à la demande des autres pays, ce qui peut accélérer le réchauffement global au lieu de contribuer à la préservation de la planète.

La production d'éthanol à partir de la canne à sucre

Dans le cas de la production d'éthanol produit à partir de la canne à sucre, la culture et le traitement de la canne polluent le sol et les sources d'eau potable car elles utilisent une grande quantité de produits chimiques. Chaque litre d'éthanol produit dans l'exploitation de canne à sucre en circuit fermé consomme presque 12 litres d'eau. Cette quantité n'inclut pas l'eau utilisée dans la culture, ce qui est le cas dans les monocultures irriguées qui consomment beaucoup plus. Par conséquent, la production d'agroénergie représente un risque d'une plus grande rareté des ressources naturelles et hydrologiques.

Le processus de distillation de l'éthanol produit un résidu appelé « vinasse ». Pour chaque litre d'éthanol produit, 10 à 13 litres de vinasse sont produits. Une partie de la vinasse peut être utilisée comme fertilisant si on la dilue dans l'eau. Cependant, les chercheurs mettent en garde sur le fait que cette substance pollue les rivières et sources d'eau souterraines. Si la production annuelle d'éthanol au Brésil est de 17 milliards de litres, cela signifie qu'au moins 170 millions de litres de vinasse sont déposés dans les régions productrices de canne à sucre !

Outre la dégradation de l'environnement et l'utilisation indiscriminée des ressources naturelles, la monoculture de la canne à sucre domine certaines des

²⁴ Nom local de la savane au Brésil

meilleures terres cultivables du pays. L'expansion de cette monoculture substitue les terres productrices d'aliments par la production d'agroénergie guidée par la logique du profit. Au Brésil, la production de canne à sucre a envahi les terres de la réforme agraire, des communautés traditionnelles et d'autres secteurs de l'agrobusiness. Or, il faut savoir que ce sont les petits et moyens producteurs brésiliens qui fournissent 70% de la production d'aliments pour le marché interne.

Les agrocarburants transgéniques

Les entreprises produisant des organismes génétiquement modifiés (OGM) ont commencé à développer des types de cultures non comestibles seulement pour la production d'agroénergie. Comme il n'y a pas de moyens d'éviter la contamination des plantations naturelles par les OGM, cette pratique met en danger la production d'aliments et peut aggraver le problème de la faim. Au Brésil, le groupe Votorantim a développé une technologie pour la production de la canne à sucre transgénique pour la production d'éthanol à travers 2 entreprises : Alellyx et CanaVialis qui ont récemment fait une alliance avec Monsanto. Il s'agit d'un accord qui permettra qu'Alellyx et CanaVialis aient un accès aux gènes de soja et de coton transgéniques développés par Monsanto pour appliquer cette technologie dans les recherches sur la canne à sucre transgénique.

Les effets destructeurs pour la réforme agraire et les travailleurs ruraux (travailleuses rurales) du Brésil

L'expansion de la monoculture pour la production d'agrocarburants amplifie l'acquisition irrégulière, connue comme « *grilagem* » de grandes surfaces de terres publiques de la part d'entreprises productrices de soja en plus de « légaliser » les acquisitions irrégulières déjà existantes. Dans beaucoup de régions du pays, l'augmentation de la production d'éthanol a causé l'expulsion des paysans de leurs terres et a créé une dépendance vis-à-vis de « l'économie de la canne à sucre » car il existe seulement des emplois précaires dans les exploitations. Le monopole de la terre de la part des propriétaires des exploitations empêche les autres secteurs de se développer en générant du chômage, en stimulant la migration et la soumission des travailleurs et travailleuses dans des conditions de vie dégradantes. En effet, le travail esclave est monnaie courante dans le secteur. Les travailleurs sont généralement des migrants de la région du Nordeste ou de la vallée de Jequitinhona de l'Etat de Minas Gerais qui ont été séduits et amenés par la trahison des intermédiaires appelés « chats » qui sont chargés de sélectionner la main-d'œuvre pour les propriétaires des exploitations.

Actuellement, le Brésil et les Etats-Unis sont responsables de 79% de la production mondiale d'éthanol et il est prévu que la production d'éthanol augmente en Amérique latine à partir d'un accord signé entre les gouvernements du Brésil et des Etats-Unis en mars 2007 qui vise à diffuser les agrocarburants dans la région.

Loin d'être une solution écologique, économique et sociale, la production d'agrocarburants est une réelle menace pour l'environnement, la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne. Devant l'engouement pour cet « or vert », il convient que les organisations sociales dénoncent ses risques et méfaits, ce que n'hésite pas à faire notre partenaire, le Mouvement des travailleurs Sans Terre du Brésil.

Frères des Hommes est une association de coopération et de solidarité internationale présente en France ? En Belgique, au Luxembourg et en Italie. Elle existe depuis 1965 et a soutenu plus de 1000 projets de développement dans plus de 40 pays d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie.

Ces projets sont conçus et mis en œuvre par les partenaires – associations, ONG ou mouvements sociaux locaux – avec lesquels Frères des Hommes entretient des relations basées sur la réciprocité, la transparence et la co-responsabilité.

Frères des Hommes travaille également en Europe dans le domaine de l'éducation au développement et de sensibilisation du grand public aux réalités du Sud afin de promouvoir la solidarité internationale.

Frères des Hommes asbl / rue de Londres 18, 1050 Bruxelles / tél : 02/512.97.94 /
fax : 02/511.47.61 / www.freresdeshommes.org / e-mail : fdhbel@skynet.be